NATIONS UNIES **S**

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/371
4 avril 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 4 AVRIL 1999, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint des informations concernant la destruction de bâtiments civils sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie causée par l'agression barbare et criminelle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre mon pays (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ

ANNEXE

Destruction de biens civils sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie causée par l'agression barbare et criminelle de l'OTAN pendant la période du 24 mars au 1er avril 1999

Depuis le début de l'agression lancée par l'OTAN contre notre pays jusqu'au 1er avril 1999, l'Alliance de l'Atlantique Nord a perpétré plus de 1 000 attaques criminelles contre le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, au cours desquelles des dizaines de milliers d'habitations et autres bâtiments civils ont été endommagés. Des dizaines de civils ont été tués et plus d'un millier ont été blessés, grièvement ou légèrement.

Au cours de l'agression perpétrée par l'OTAN, ce sont des objectifs civils qui ont été attaqués le plus fréquemment. Les missiles ont touché des usines, des immeubles d'habitation, des hôpitaux et des centres sanitaires, des écoles, des garderies d'enfants, des foyers pour personnes âgées et des installations sportives. Les monuments culturels et historiques, de même que les institutions religieuses, ont subi des dégâts particulièrement graves dans tout le pays. Les monastères médiévaux de Gracanica et Rakovica et une église à Jelasnica, près de Surdulica, ont subi des dégâts considérables. Comme on sait et comme l'a confirmé de manière si convaincante à l'opinion internationale le scientifique renommé Weber, le Kosovo-Metohija est la région où sont concentrés le plus grand nombre de sites culturels médiévaux serbes d'une valeur inestimable, y compris ceux placés sous la protection de l'UNESCO (Gracanica). Parmi les objectifs visés figuraient également les réseaux de distribution d'eau et d'électricité, de même que d'autres équipements collectifs.

Les attaques ont également visé des hôpitaux et d'autres établissements sanitaires dispensant des soins aux civils (un hôpital et un centre médical dans le secteur de Leskovac; l'hôpital de Nich, une polyclinique dans cette localité; le centre de gérontologie de Leskovac; l'Hôpital général de Djakovica, etc.). Elles n'ont même pas épargné les écoles et les garderies d'enfants (écoles primaires "16 octobre" et "Vladimir Rolovic" à Belgrade; un jardin d'enfants à Petlovo Brdo, dans la banlieue de Belgrade; deux écoles secondaires dans le secteur de Nich; une école primaire ("Toza Markovic") à Novi Sad; quatre écoles primaires et une école médicale secondaire dans le secteur de Leskovac; de même que de nombreux établissements scolaires dans la région du Kosovo-Metohija). Une centaine d'établissements d'enseignement préscolaire et d'écoles ont été endommagés par les attaques de l'OTAN. Cette agression a contraint les autorités à fermer les écoles et les universités. Les entrepôts où se trouvaient des produits chimiques liquides et des matières brutes destinés à l'industrie chimique ont été touchés à Pancevo, à Novi Sad et dans d'autres localités, provoquant une vaste contamination du sol et de l'air. Des milliers de civils ont été exposés à des gaz toxiques qui risquent d'avoir des effets durables sur leur santé et sur l'environnement.

Les attaques lancées par les forces de l'OTAN contribuent clairement à promouvoir l'objectif des terroristes et séparatistes albanais, comme le prouvent les attaques répétées lancées contre un grand nombre de cibles civiles, localités et villages peuplés en majorité de Serbes (Gracanica, Kosovo Polje,

Koritiste et Vrbovci près de Gnjilane, Bjelo Polije près de Pec, etc.). Toutefois, les attaques au missile contre les localités et villages du Kosovo-Metohija ont causé des dégâts matériels considérables, suscitant la peur et la panique parmi la population, quelle que soit son appartenance ethnique. Des milliers de civils, de femmes, d'enfants, de personnes âgées et d'infirmes, craignant les bombes de l'agresseur, ont été contraints de quitter le Kosovo-Metohija, attestant que les forces de l'OTAN ont provoqué une vaste catastrophe humanitaire. Les localités et villages du Kosovo-Metohija notamment se trouvent maintenant privés d'eau et d'électricité depuis plusieurs jours et la fourniture de denrées de base a été considérablement ralentie par l'agression de l'OTAN. Ce sont dans les villes de Pristina, Novi Sad, Djakovica, Prokuplje et Gracanica, notamment, que les dégâts causés aux habitations par les forces de l'OTAN ont été de loin les plus importants. Les bâtiments civils situés à Kijevo-Knezevac, Batajnica, Jakovo, Borca, aux alentours de Belgrade et de Pancevo ont également été la cible d'attaques.

L'agresseur a visé notamment des usines et des établissements commerciaux qui fabriquaient des appareils ménagers et subvenaient aux besoins quotidiens de la population (une usine de tubes à Urosevac, "Utva" à Pancevo, "Sloboda" Cacak, qui fabriquait des aspirateurs et des cuisinières), le complexe agro-industriel "Mladost" à Gnjilane, les centres de radio et de télévision de Pristina, qui sont situés dans des quartiers résidentiels fortement peuplés, des compagnies de transport ("Kosmet prevoz" à Gnjilane) et une station hydrométéorologique (Bukulja près de Arandjelovac), qui ont été directement touchés. Du fait de la destruction totale de ces établissements, des centaines de milliers de personnes se sont trouvées sans travail et ont ainsi perdu l'unique source de revenus dont elles disposaient pour elles-mêmes et leurs familles. Par exemple, avec la destruction de l'usine "Sloboda" Cacak, 5 000 personnes se sont trouvées sans emploi et les 20 000 personnes à leur charge sont sans moyens de subsistance.

L'infrastructure (routes, voies ferrées, systèmes de production d'énergie et télécommunications) a aussi subi de graves dommages.

L'agresseur a également attaqué des routes, comme la route de Belgrade à Zagreb près de Stari Banovci, et la voie ferrée de Kraljevo à Kosovo Polje près d'Ibarska Slatina, ainsi que le pont sur la Sava à Novi Sad, qui relie cette ville à Petrovaradin. Les 600 000 résidents de Novi Sad et de Petrovaradin se trouvent ainsi privés d'eau (un million de personnes sont privées d'eau dans l'ensemble du pays), étant donné que la canalisation qui alimentait la ville en eau passait par le pont. La destruction du pont a interrompu la navigation internationale sur le Danube, qui fait partie du réseau fluvial reliant la mer Noire à la mer Baltique. Il est significatif que les agresseurs aient choisi pour lancer leur attaque le moment où beaucoup de personnes se rendent à leur travail et où les mères conduisent leurs enfants à la crèche, de sorte que la circulation est particulièrement dense.

Les forces de l'OTAN ont utilisé dans ces attaques des armes et autres moyens de destruction qui sont interdits par les conventions internationales (des bombes à fragmentation ont été utilisées dans les attaques lancées contre Gracanica, Pristina et ses environs, le village de Lukare, Grmija, Gnjilane, les villages de Vrbovac et Mogila près de Kosovska Vitina, Koritiste près de Gnjilane, l'aéroport de Nis, l'aéroport de Sombor, le centre de Prizren, etc.).

Elles ont utilisé des bombes à retardement pour détruire des objectifs civils. Elles ont également utilisé des balises radio, qui ont été lancées par des avions de l'OTAN la veille de l'attaque et les jours précédents. Ces balises radio ont été placées à proximité d'objectifs civils et sur certaines voies de communication (des deux côtés du pont de Cuprija) ainsi que sur des systèmes d'alimentation en eau (par exemple, le barrage de Garasko jezero près de Arandjelovac). En outre, il a été établi qu'avant de quitter le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, les membres de la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont aussi placé des balises radio.

Les violentes frappes aériennes ont causé de nombreux incendies, qui ont été éteints grâce à l'intervention rapide et efficace des pompiers mais qui ont causé de graves dommages.

Les attaques susmentionnées ont non seulement fait des morts et des blessés parmi la population civile et causé d'énormes dommages matériels, mais ils ont également mis en danger la santé d'un grand nombre de civils, notamment des femmes, des vieillards, des malades et des enfants qui, depuis maintenant huit jours, passent leurs journées et leurs nuits dans les abris. Des attaques ont également été lancées contre les centres de Nis et de Pristina, où 15 réfugiés ont été tués.

D'après les dernières enquêtes et les estimations effectuées par de nombreuses commissions, on peut dire qu'à l'heure actuelle, les dommages se montent à plusieurs milliards de dollars des États-Unis (on procède actuellement à l'évaluation des pertes). D'autres conséquences encore plus terribles et d'une ampleur considérable (tension nerveuse, risques pour la santé, absence des conditions élémentaires nécessaires à une vie normale et au ravitaillement des habitants) sont également à craindre.